

Nous garderons Notre-Dame-des-Landes !

mercredi 27 janvier 2016, par [ACHEL Bertrand](#), [Correspondant\(es\)](#), [NPA](#), [POUPIN Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2016).

Sommaire

- [Nous sommes tout.e.s des \(...\)](#)
- [Entre justice de classe \(...\)](#)
- [Aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#)
- [De l'illusion à la répression](#)

Nous sommes tout.e.s des habitant.e.s de Notre-Dame-des-Landes

Onze familles sont condamnées à être expulsées des maisons et des terres où elles vivaient pour certaines depuis des générations. Huit d'entre elles ont un délai de deux mois jusqu'au 26 mars, mais pour les autres et pour les quatre fermes, l'évacuation peut intervenir n'importe quand.

Ce jugement est révoltant, mais en refusant l'astreinte financière de 200 à 1000 euros par jour réclamé par AGO (Aéroport du Grand Ouest... une filiale de Vinci), il remet la décision directement dans les mains du gouvernement. C'est à lui de choisir d'entamer, ou non, l'épreuve de force. C'est à lui de décider de faire procéder aux expulsions, en sachant qu'il se heurtera à une résistance déterminée, organisée, unie, et extrêmement populaire dans la région, le pays et au-delà. Le pari est risqué, il s'y est déjà fracassé à l'automne 2012 quand il avait voulu vider la ZAD par la force.

Cette résistance tient en échec le projet depuis 40 ans. Elle refuse de céder devant bétonnage et le profit, s'oppose aux élus de droite ou socialistes dévoués au productivisme, acquis au toujours plus grand, plus vite, plus polluant. C'est une lutte pour les terres agricoles, pour la biodiversité, pour des emplois durables et une vraie démocratie. Une lutte contre l'aéroport et son monde, celui du capitalisme. Le combat de toute une population, unissant paysanNEs et habitantEs, mêlant les générations et les façons de lutter. Une lutte qui en elle-même est un superbe démenti au slogan des tenants de l'ordre capitaliste selon lesquels il n'y aurait pas d'alternative.

Les manifestations, à Nantes et ailleurs au cours des dernières semaines, ont montré que malgré la répression, la détermination est intacte. Et un nouveau rendez-vous est donné sur la ZAD ce week-end, et une grande manifestation appelée le 27 février.

Valls et Hollande pensent qu'ils peuvent nous infliger défaites sur défaites sur tous les terrains, ajouter la régression démocratique à la régression sociale, parader à la COP21 et encourager les pires projets destructeurs... Montrons-leurs qu'ils se trompent ! Pour le bocage et celles et ceux qui y vivent, pour les vaches et le campagnol amphibie, pour les salariés de l'aéroport actuel, pour nos vies qui vaudront toujours plus que leurs profits, touTEs ensemble, nous garderons Notre-Dame-des-Landes !

Christine Poupin

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 321 (28/01/2015) :

Entre justice de classe et manifestations

L'épreuve de force se poursuit entre le gouvernement et les opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Manifestations et blocages se poursuivent dans toute la France, avec en ligne de mire une nouvelle manifestation nationale le samedi 27 février.

Conscient du coût politique d'une intervention policière massive sur la Zad, l'État a choisit la voie judiciaire pour s'attaquer aux opposantEs à l'aéroport. Dans son collimateur, les agriculteurs historiques de la Zad, qui n'entendent pas se faire déloger après 40 ans de lutte.

Justice politique

Après la manifestation massive du 9 janvier, les opposantEs sont parvenus à rassembler devant le tribunal de Nantes près de 3 000 personnes, un matin de semaine, ameutant les médias nationaux et européens.

L'appareil judiciaire est sommé de trancher techniquement un point de blocage politique. En décembre, il avait renvoyé la patate chaude au politique et refusé de juger les expulsions pendant les élections régionales.

Lors du rendu du jugement lundi 25 janvier, il pourrait à nouveau renvoyer au politique. Soit par une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) qui oppose droit des expropriations et droits au travail, au logement, etc. ce qui offrirait un débat politique en même temps qu'un délai aux opposants. Soit en acceptant l'expropriation, mais sans la délirante astreinte financière réclamée par Vinci « au nom de l'État », ce qui ouvrirait au gouvernement la possibilité d'une intervention physique des forces de l'ordre...

Unité

En rassemblant dans l'urgence près de 20 000 personnes le samedi 9 janvier, les opposantEs ont su démontrer leur force et leur unité. Alors que le gouvernement avait réussi le 22 février 2015 à déstabiliser le mouvement par une répression massive, la tracto-vélo de novembre dernier a achevé de renouer les liens de confiance entre opposantEs. D'où l'absence de toute provocation, sinon policière, lors du prolongement du blocage par les paysans.

Le succès de cette manifestation a permis aussi de démontrer la vivacité des comités de soutien dans toute la France : une quarantaine de manifestations ont eu lieu, de Lille à l'Ariège, de Brest à Lyon, rassemblant jusqu'à 4 000 personnes et tracteurs à Rennes le 16 janvier.

Ça bouge aussi du côté syndical ouvrier : la CGT annonce un débat public tandis qu'un texte intersyndical est en gestation... Les mensonges sur l'emploi local permis ou détruit par le projet y seront pour beaucoup. Le tout-répressif d'un Manuel Valls au service du patronat aussi : comment ne pas faire le rapprochement entre la condamnation des Goodyear et la criminalisation du mouvement contre l'aéroport ?

La réponse judiciaire de ce lundi 25 janvier sera un tournant du mouvement, mais n'en sifflera pas la fin : état d'urgence ou pas, les opposantEs appellent déjà à une manifestation nationale le 27 février.

Correspondant.e.s

L'actualité du mouvement sur : <http://zad.nadir.org>

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 320 (21/01/2015) :

<https://npa2009.org/actualite/ecologie/notre-dame-des-landes-entre-justice-de-classe-et-manifestations>

Aéroport de Notre-Dame-des-Landes : c'est toujours NON

Le gouvernement menace d'entamer effectivement l'expulsion des occupants de la Zad, agriculteurs/trices historiques de Notre-Dame-des-Landes. Depuis l'automne, il a lancé des appels d'offre pour des travaux sur la Zad. Les agriculteurs/trices sont assignés en « référé expulsion » pour le 13 janvier. Vinci demande l'expulsion immédiate des habitantEs, avec une astreinte financière de 200 à 1000 € par jour et mise sous séquestre des biens et cheptels. C'est par la pression financière sur ses occupantEs historiques que le gouvernement tente de commencer à vider la Zad. Un avis d'expulsion politique.

Avec l'état d'urgence, Valls le va-t-en-guerre, l'incendiaire, comptait étouffer toute contestation. Peine perdue s'agissant des opposants à l'aéroport qui ont manifesté en convoi de tracteurs et vélo jusqu'à Paris malgré les menaces policières, défilé à Nantes lors de la COP 21 malgré les interdictions, manifesté contre l'état d'urgence lui-même.

Le 9 janvier, les opposants bloqueront le périphérique de Nantes, pour contraindre le gouvernement à renoncer aux expulsions et plus largement à ce projet inutile, dévoreur de fonds publics et climaticide.

Le NPA appelle, avec la Coordination des opposants et d'autres composantes de la lutte, à une mobilisation le 9 janvier sur le périphérique de Nantes, et dans les autres villes le 9 ou le 16 janvier.

NPA, Montreuil, le 8 janvier 2016

* Vendredi 8 janvier 2016, mise à jour Vendredi 8 janvier 2016, 14:11 :

<https://npa2009.org/communiqu/aeroport-de-notre-dame-des-landes-cest-toujours-non>

De l'illusion à la répression

C'est par un petit appel d'offres pour un débroussaillage que le gouvernement Valls a mis le feu à la Zad de Notre-Dame-des-Landes...

« Il n’y avait aucune obligation juridique à lancer ces démarches à ce moment précis, explique un avocat des opposantEs. L’objectif pour les pouvoirs publics est de dire que les travaux ne sont pas gelés et que l’aéroport n’est pas abandonné. » Le Premier ministre voudrait siffler la fin de la partie à Notre-Dame-des-Landes en décrétant unilatéralement la fin de l’accord politique (et non juridique...) arraché par les grévistes de la faim en 2012. Le candidat Hollande avait alors temporisé en suspendant les travaux jusqu’à « la fin des recours juridiques ». Trêve rompue en février 2014 par la répression féroce d’une manifestation à Nantes, et plus récemment par des avis d’expulsion sur la Zad.

Une fenêtre de tir s’ouvre en effet pour le gouvernement en janvier prochain, après les élections régionales, pour une opération d’expulsion massive. Est-ce pour autant un prélude au début des travaux du futur aéroport ? Rien n’est moins sûr.

La répression comme seule politique

L’enjeu n’est pas tant l’aéroport que ce qu’il représente : d’abord l’illusion d’un développement économique régional et de prétendues créations d’emplois. Illusion bien nécessaire au vu du bilan désastreux du gouvernement et de finances nationales et locales exsangues. Ensuite, parce que la vaste solidarité qui s’est développée autour de l’occupation de la Zad lui est insupportable. L’État ne peut admettre qu’un territoire lui échappe en partie, échappe à ses appendices locaux (des « collectivités locales » si peu démocratiques), échappe aux capitalistes intéressés par la construction de l’aéroport, échappe à ses flics.

Autour de Notre-Dame-des-Landes, l’État n’a plus aucune légitimité démocratique, économique : il ne lui reste que la force. La répression est sa seule politique. Si le gouvernement intervient à Notre-Dame-des-Landes, ce sera avant tout pour expulser la Zad, pas pour construire un aéroport dont personne n’a besoin.

Mais ce ne sont pas les attaques juridiques, policières et politiques, qui viendront à bout de résistances construites depuis plus de 40 ans et de la conviction profonde que le mouvement résistera par tous les moyens et jusqu’au bout. Le mouvement contre l’aéroport n’est jamais aussi uni que lorsque le gouvernement l’agresse. Il est prêt depuis longtemps à défendre la Zad, et les premières assemblées suite aux déclarations de Valls ont été massives.

Cap sur la COP21 : en convoi au Bourget

Illusionniste, le gouvernement l’est aussi sur l’environnement. Sa nouvelle provocation a au moins le mérite de mettre au grand jour que la grand-messe de la COP21 est une mascarade. Les manifestations de novembre-décembre pour la contester s’annoncent massives. Il se cherche d’ores et déjà un ennemi acceptable : ses opposantEs les plus radicaux. D’où les articles de presse de commande sur des « blackblocks » qui « s’entraîneraient » à Pont-de-Buis (29) avant de déferler sur la capitale... On annonce déjà des contrôles aux frontières, on se prépare peut-être à faire dégénérer les manifestations, pour mieux intervenir ensuite sur la Zad.

Mais le mouvement contre l’aéroport n’est pas dupe : c’est dans l’unité la plus large (30 comités de soutien, associations, syndicats et partis, dont le NPA) qu’il mettra le cap sur la COP21. Un convoi de tracteurs et de vélos partira le 21 novembre de Notre-Dame-des-Landes pour rejoindre Paris en même temps que d’autres marches, cela à la veille des manifestations du 29 novembre.

Bertrand Achel

Cap sur la COP21 : <http://marchesurlacop.noblogs.org/>

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 311 (12/11/2015) :

<https://npa2009.org/actualite/ecologie/notre-dame-des-landes-de-lillusion-la-repression>
